

DECLARATION DES ELU-ES SNU et STC

NON A LA REDUCTION DES HORAIRES D'OUVERTURE AU PUBLIC

Vous vous apprêtez ce jour à sécuriser, par la présentation d'un test à ce CCE, un énième projet de réorganisation touchant cette fois-ci l'amplitude horaires des agences en réduisant les plages d'ouvertures au public .

En d'autres termes, pour le SNU-FSU et STC, vous venez fragiliser un peu plus certains fondements du service public dans notre pays à savoir son accessibilité, sa proximité avec les citoyens et sa gratuité.

Alors que nous vous faisons part régulièrement ici, dans cette instance, des charges de travail qui ne cessent de croître non seulement en raison de l'augmentation du chômage mais également suite au déploiement de la NCAC depuis Juillet 2014, la solution que vous recherchez – à savoir faire plus et mieux avec des moyens constants – condamne un peu plus les usagers à un éloignement de leurs agences, de leurs conseillers. C'est ainsi que vous réduisez l'accessibilité.

Cette proximité, vous la transformez en organisant une généralisation des services à distance via notamment le 3949 et le site pole-emploi.fr. Doit on vous rappeler, que le principe de gratuité du service public est largement mis à mal une nouvelle fois. Le 3949 reste facturé aux DE et aux entreprises avec le 3995 qui provoque les mêmes effets.

Le SNU FSU constate que ces projets demeurent les seuls que la DG soit capables de présenter, en ne souciant guère de l'égalité d'accès des usagers aux agences et conseiller-es de Pôle Emploi.

Alors qu'un peu moins de 33% des chômeurs perçoivent une allocation de recherche d'emploi, que plus de 17% de plus des inscrits sont éligibles aux minimas sociaux, comment pouvez-vous venir ici chercher une forme d'assentiment à ce projet ? .

Notre institution se meurt de ces recherches d'optimisation des temps à tout crin. La politique « chasseurs de coûts » a assez duré ! Nous sommes à la moelle Mr le Président .

Après avoir resserrer les temps d'activités des agents, vous voilà à l'assaut des temps passés des demandeurs d'emploi en agence.

Vous l'aurez compris, le SNU POLE EMPLOI et le STC à travers ses élu-es au CCE mais également dans le cadre de mobilisations à venir appellera tous ceux et celles qui l'exigent à se rassembler afin de faire reculer ces projets et surtout contrer votre volonté non exprimée mais très clairement assumée de généraliser ces services au rabais